3948

R16

COMITE PERMANENT INTERETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE

DANS LE SAHEL (CILSS)

ASSISTANCE TECHNIQUE ITALIENNE

PROGRAMME D'ETUDES DE STRUCTURE

DIFFERENTES FORMES DE CREDIT ET D'EPARGNE EN MILIEU RURAL

PRESENTATION DES PREMIERS RESULTATS

D'UNE ENQUETE AU SENEGAL

Istituto Italo-Africano
ROME (Italie)

Université BOCCONI
MILANO (Italie)

3848

UNIVERSITE' LAVAL - CILSS - UNIVERSITE'DE OUAGADOUGOU

SEMINAIRE SUR LES STRATEGIES ET LES POLITIQUES ALIMENTAIRES
OUAGADOUGOU, 12-15 JUIN 1989

DIFFERENTES FORMES D'EPARGNE ET DE CREDIT EN MILIEU RURAL

PRESENTATION DES PREMIERS RESULTATS D'UNE ENQUETE AU SENEGAL

Cette note d'information a été préparée par Virginia Manzitti de l'Istituto Italo Africano de Rome et par Ms.Carlo Maccheroni, professeur statisticien à l'Université Bocconi de Milan, responsable de l'analyse des données.

NOTE LIMINAIRE

La présente étude fait partie d'un programme d'étude de structure sur la filière Agro-alimentaire que le CILSS, avec le support financier et technique du projet d'Assistance Technique Italienne au Secrétariat Exécutif, a lancé dans le but d'améliorer la connaissance des stratégies et des comportements des agents économiques primaires de la filière (producteurs, consommateurs, etc...) et de donner donc aux décideurs des outils pour la définition des politiques de développement plus pertinentes et performantes .

Le programme comprend trois études :

- Stratégies et comportements des exploitations paysannes par rapport aux prix des marchés et à la sécurité alimentaire au Burkina Faso.

- Impact de l'urbanisation sur les modèles de consommation alimentaire de base au Niger.

- Différentes formes de crédit et d'épargne existant en milieu rural au Sénégal.

Les trois études sont exécutées par des équipes scientifiques mixtes composées par des chercheurs locaux (organisés en composante nationale) et des chercheurs italiens liés aux structures Universitaires Italiennes et coordonnés par l'Istituto Italo-Africano de Rome.

Le CILSS, à travers l'équipe d'Assistance Technique Italienne auprès du Secrétariat Exécutif, finance et coordonne l'ensemble des opérations.

Les équipes scientifiques, pour chaque étude sont les suivantes :

Etude stratégie et comportements des exploitations paysannes au Burkina Faso.

Composante Nationale Burkinabè

- Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage - Direction des Etudes et de la Planification ;

- Ministère du Plan - Institut Nationale de la Statistique et de la Démographie (INSD) ;

- Institut d'Etudes et de Recherches Agricoles (INERA) ;

- CONACILSS.

Composante Italienne

- Prof. PIERONI Osvaldo - Univ. de la Calabria - Cosenza (ITALIE) ;

- MAJNONI Pietro - Istituto Italo-Africano Rome (ITALIE);

- SANTOLAMAZZA Rossella, chercheur ;

- CAROLA Patrizia, chercheur.

<u>Etude sur les modèles de consommation au Niger.</u>

Composante Nationale Nigerienne

- Ministère du Plan - Direction de la Statistique et de l'Informatique (DSI) ;

- CONACILSS.

- Composante Italienne

- Prof. CIUCCI Luciano - Univ. "La Sapienza" Rome (ITALIE) ;

- Professeur MAFFIOLI Dionisia - Univ. de Verona (ITALIE) ;

- Febbraio '74, Bureau d'Etude - Rome - ITALIE.

<u>Etude sur les différentes formes de crédits et d'épargne existant en milieu rural au Sénégal</u>.

Composante Nationale Sénégalaise

. Ministère du Développement Rural - Direction de l'Agriculture
. Ecole Nationale Economie Appliquée (ENEA)

. CONACILSS

Composante Italienne

. CAPUTO Enzo - Istituto Italo-Africano (I.I.A.)
. Prof. MACCHERONI Carlo - Univ. Bocconi - MILANO
. SACCO Ermino - I.I.A.
. MANZITTI Virginia - I.I.A.
. CASTELLI Barbara - I.I.A.
. VIGANO' Laura - Univ. Bocconi - MILANO
. RABELLOTTI Roberta - Univ. Bocconi - MILANO

M. CAPUTO Enzo de l'Istituto Italo Africano - Rome est le coordonnateur général des Composantes Italiennes.

1.PRESENTATION DE L'ENQUETE

1.1 Justification de l'enquête

Dans l'économie rurale africaine l'insuffisante ou inexistante disponibilité des ressources financières et les echecs des politiques de crédit agricole sont considerés parmi les facteurs qui principalement gênent son développement.

La politique adoptée dans ce domaine par les gouvernements saheliens avec l'aide des agences de coopération internationale a consisté dans la mise en place de formes institutionelles de crédit, gérées par des institutions financières specialisées, ayant le monopole des interventions dans le secteur.

Ces institutions aujourd'hui tendent toutes vers une grave crise, à cause des résultats géneralement négatifs qu'elles ont obtenus tant au niveau de l'impact de développement qu'au niveau de la gestion financière. Elles n'ont jamais promu l'épargne rurale, elles ont contribué à la diffusion de la mentalité d'assistés et de l'ésprit de clientèle parmi les populations cibles; leurs prêts ont profité à des couches limités d' agriculteurs; elles ont enregistré de gros déficits, pesant sur les budgets publics et sur les ressources provenant de l'extérieur.

Ces initiatives ont ainsi manqué leur objectif qui était de soutenir le développement rural, à travers le lancement de circuits de ressources touchant les diverses catégories d'agents économiques du monde rurale et en particulier les petits producteurs.

A partir des années '80 s'est amorcée une nouvelle réflexion sur les raisons de ces échecs couteux. Les critiques sur l'experience passée portent avant tout sur le fait d'avoir consideré le crédit comme un input technique quelconque, assimilé aux autres facteurs de production, sans considérer que celui-ci a été distribué à des conditions économiquement inefficaces.

Ensuite on a critiqué le fait d'avoir négligé l'existence d'un secteur financier informel trés vivace et qui anime un circuit de transactions beaucoup plus consistant que celui couvert par les structures formelles. On en a déduit la nécessité de considérer et d'intéragir avec ce secteur informel, dans la formulation et l'application des politiques et des interventions en ce domaine.

En outre, dans le milieu rural africain il existe en effet un potentiel d'accumulation et d'épargne, qui non seulement a été négligé jusqu'à présent, mais aussi a été découragé par l'injection de capitaux et de prêts aux taux negatifs de la part des institutions financières gouvernamentales.

En analysant les expériences innovatrices de crédit agricole - en réalité peu nombreuses et isolées -qui ont eu des résultats positifs, on note que la mobilisation de l'épargne à l'initiative de la communauté a constitué une phase préalable à l'octroi du crédit formel et a représenté un facteur essentiel de succès.

En outre, dans le cadre de l'actuelle crise financière des pays sahéliens, la mobilisation des ressources internes et donc de l'épargne rurale, se présente comme la solution la plus réaliste au problème du financement de l'agriculture.

La possibilité d'expérimenter avec succès cette nouvelle approche et donc de mobiliser l'épargne et de définir des politiques de crédit qui répondent effectivement à la demande du monde rural, réquiert avant tout une connaissance des circuits financiers existants, des sources et des emplois des ressources locales, des mecanismes et des modalités de fonctionnement de ces marchés financiers ruraux.

Les études existant sur les circuits informels de crédit et d'épargne dans le Sahel sont peu nombreux et l'effort fait en ce domaine par les donateurs a été jusqu' à présent trés limité.

La Coopération Italienne, à travers le Projrt d'Assistance Technique italienne au CILSS a financé la mise en oeuvre d'une action dans ce domaine. Le CILSS et l'Institut Italo-Africano de Rome ont posé le problème de la priorité des thématiques relatives aux marchés financiers ruraux dès le démarrage de leur collaboration. D'accord avec le Ministère du Développement Rural du Sénégal, une étude-enquête dans ce pays a été lancé. Telle étude - exécutée par la Direction Agriculture et par l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée de Dakar sous la coordination du CILSS et avec l'appui technique de l'Institut Italo-Africano - veut contribuer à combler le vide de connaissance et d'information en ce domaine, fournissant des éléments sur lesquels on pourra mieux baser les politiques et les interventions. A cette fin le CILSS appuyera la diffusion des résultats d'enquête auprés des structures gouvernamentales sénegalaises et saheliennes.

1.2 L'objet et la methodologie de l'etude

L'objet de l'étude porte sur les transactions financières et les relations socio-économiques qui les régissent, sur un échantillon représentatif de la demande et de l'offre financières formelles et informelles dans deux zones rurales du Sénégal.

Du point de vue methodologique, l'axe centrale de cette étude est la recherche et l'analyse des relations existant entre les differents types de transactions financières et les caractéristiques socio-économiques des sujets qui animent ces transactions et les caractéristiques du système de production où ils opérent.

L'échantillon retenu dans les deux zones est d'environ 400 individus et comprends:

- 320 carrés, sujets de demande de services financiérs et d'offre informelle des prêts
- 80 sujets institutionels et non institutionnels d'offre de services financiérs (banques, projets, associations, commerçants, individus).

Les individus composant l'échantillon sont répartis d'une manière equilibrée sur 32 villages.

Les caractéristiques structurelles de cet échantillon sont analysés par un questionnaire ad hoc, à fin d' établir des typologies de carré sur la base de critères démographiques, sociaux et économiques. Ces typologies seront utilisées pour lire et interprêter les données relatives aux flux de ressources et aux transactions financières observés.

Pour suivre ces flux et ces transactions au cours d'une saison agricole, dans chaque zone cinq passages d'enquête sont prevus, en coincidence avec les moments-clé de l'économie rurale. En outre des études integratives sont réalisées pour approfondir des thèmes d'intêret particulier.

Le Sénégal a été retenu pour la réalisation de cette enquête pour différentes considérations:

- depuis nombreuses années ce pays a entamé une réflexion critique globale sur les politiques de crédit agricole.
- l'agriculture commerciale est assez développée et les marchés financiers ruraux sont assez complexes et vivaces.
- on y enregistre plusieurs expériences innovatrices de crédit rural auto-géré par des groupements de base.

Dans le Sénégal, deux zones d'enquête ont été choisies:

- la Moyenne Casamance (zone de Bounkiling)
- le Saloum (zone de Passy)

Le choix de ces zones répond à l'exigence d'identifier un échantillon aux caractéristiques différentes, avec des dynamiques socio-économiques significatives tant au niveau des relations traditionnelles qu'au niveau des transactions institutionnelles.

1.3 Hypothèses de travail

Une première hypothèse est que le crédit et l'épargne ruraux jouent un rôle très important dans l'économie paysanne et que - au delà des projets publics - on trouve dans le tissu économique et social des zones rurales des véritables marchés

financiers. Ces marchés ont leurs formes de crédit et d'épargne, leurs acteurs institutionnels, leurs prix réfletant les coûts d'opportunité du capital dans les contraintes données.

Une deuxième hypothèse est que les coûts financiers très élevés, dûs aux contraintes spécifiques de ces marchés, sont parmi les majeurs responsables des retards technologiques de l'agriculture et de son manque de compétitivité sur le plan international. Ils seraient en particultier responsables des fluctuations intra-annuelles des prix des céréales locales.

Une troisième hypothèse est que le réseaux des marchés financiers existants, notamment en ce qui concerne les mécanismes de solidarité et de contrôle social, puisse constituer une base fiable pour la mise en place de formes améliorées de crédit et de mobilisation de l'épargne, visant sur la réduction des coûts d'investissement dans la filière agro-alimentaire.

1.4 Objectifs spécifiques de l'étude

- identification des besoins financiers des exploitations paysannes dans les zones de l'enquête.

- indications sur les quantités, les emplois, et la distribution saisonnière de la demande de crédit.

- identification des formes différentes d'offre de crédit existantes et des aspects institutionnels relatifs: projets publics, banques privées, associations mutuelles de type traditionnelles ou modernes (groupements), aide familiales, prêteurs privés divers (crédits en espèce et en nature, avances sur prestations de travail, avances sur commercialisation, etc.)

- indication sur le poids relatif et les coûts respectifs des différentes formes d'approvisionnement en crédit.

- identification des mécanismes de remboursement, des formes de contrôle institutionnel et social et indication sur les taux de risque correlés aux différentes formes d'offre de crédit.

- identification des formes différentes d'épargne existantes: stocks céréaliers, bètail, immobilier, caisses de village, "tontines", comptes courants et autres formes d'épargne "modernes".

- indications sur les quantités, les rendements, la durée des diffèrentes formes d'épargne.

- mise en évidence des correlations existant entre les coûts financiers d'une part, l'allocation des ressources et les comportements des exploitations face au marché d'autre part, avec une référence particulière au secteur céréalier.

1.5 Composition de l'équipe de travail

L'étude a été confiée à un groupe de travail formé par le Cilss, qui est le maitre d'ouvrage, le Ministère du Développement Rural du Sénégal, qui est responsable de la supervision du déroulement de l'enquête et par l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée de Dakar, qui est responsable de l'execution technique. L'Istituto Italo-Africano de Rome est responsable de la coordination et de l'appui scientifique en collaboration avec l'Istituto di Metodi Quantitativi de l'Université Bocconi de Milan, où les données sont élaborées.

2. PREMIERS RESULTATS DE L'ENQUETE

Les opérations sur le terrain ont commencé en Decembre 1988 et se termineront au mois de septembre 1989. Les premiers résultats disponibles sont relatifs à:

- une des deux zones de l'enquête (Bounkiling - Moyenne Casamance)
- un échantillon représentatif de 160 carrés, correspondant à la moitié de l'échantillon global
- à un seul des cinq passages prevus (fevrier 1989).
- à la partie du questionnaire qui concerne plus spécifiquement le comportement financier des carrés, les données relatives à la structure du carré n'étant pas encore été élaborées.

Il faut préciser que les carrés sont considérés à la fois prêteurs envers autres carrés et emprunteurs auprès de différentes structures d'offre. Les questionnaires addressés à l'échantillon de sujets d'offre formelles et informelles (80 individus) n'ont pas encore été élaborés.

Nous présentons ici les résultats plus significatifs d'une première analyse statistique, effectuée sur une base de données très restreinte. Bien que ces données soient encore peu nombreuses, elles fournissent déjà des indications intéressantes sur certaines caractéristiques des marchés financiers ruraux et des informations relatives au comportement des paysans par rapport à l'épargne et au crédit.

On peut anticiper que l'élément central tiré de ces analyses concerne la vastité et la complexité de l'universe des transactions financières, dont on ne peut pas encore préciser la finalité, mais on croit qu'elles soient dans une grande partie destinées à financer la consommation, et en particulier la consommation alimentaire. En effet, ces considérations nous éclaircissent davantage l'objet de l'étude et costituent une base sur laquelle mieux préciser les hypothèses à développer dans la suite du travail.

Un cadre d'ensemble des principaux phénomenes identifiables a été tracé, en organisant les éléments sortis de l'analyse autour des axes principaux de l'étude:

- l'épargne
- les circuits des prêts inter-carrés
- le crédit formel et informel

Nous avons ensuite des indications sur les comportements et sur les opinions relatives à l' épargne et au système de crédit. qui permettent de mieux approfondir certains aspects qualitatifs des élements précedemment exposés.

2.1 Différentes formes d'épargne

En ce qui concerne l'épargne, nous avons certaines indications sur les formes d'immobilisation et sur les utilisations relatives. 40% des chef de carrés interrogés déclarent de ne pas avoir de difficultés à épargner. Les difficultés rencontrées par les 60% restants des carrés intorrogés, sont dues essentiellement aux conditions difficiles de production et en particulier à ce que l'on définit "insuffisance du système d'exploitation", donc à la quantité limitée d'intrants utilisés. Ces données pourraient etre considerées comme un symptôme de l'existence d'un potentiel d'accumulation.

Il nous semble intéressant de souligner qu'aucune des personnes interrogées n'a déclaré ne pas éparner par manque de motivation.

En ce qui concerne les utilisations de l'épargne, celle-ci est dans la majeure partie des cas destinée à faire face aux difficultés rencontrées durant la période de la soudure. L'épargne est donc essentiellement destinée à la consommation: on peut donc parler de "consommation différée" répondant à l'exigence d'assurer les besoins essentiels du carré. 36% des interrogés ont déclaré d'épargner seulement pour la soudure, alors que 80% en premier lieu pour la soudure et ensuite pour d'autres raisons, parmi lesquelles la principale est relative aux frais pour les cérémonies familiales.

Le fait que l'épargne doit être considérée comme une forme de consommation différée est confirmé parce que son cycle est inférieur à l'année dans 80% des cas.

Les premiers résultats de l'enquête indiqueraient donc que le principal motif pour lequel on épargne est d'ordre précautionnel, et que l'épargne destinée à l'investissement productif serait très limitée.

Les informations sur les modalités selon lesquelles l'épargne est conservée sont très interessantes. Dans 92% des cas l'épargne reste à l'interieur du carré, et elle est de préférence gérée par le chef. Le dépôt auprès des structures formelles et informelles de collecte est un phénomène qui interesse seulement

8% des carrés, qui déposent en général auprès des "caisses de solidarité" de village ou de toutes façon auprès des autres structures informelles.

Considérant les differentes formes d'épargne, nous avons que:

- 11% des carrés épargnent en espèces
- 22% des carrés épargnent en nature
- 65% des carrés sous les deux formes en même temps.

Parmi les carrés qui épargnent en nature, 36% stockent des produits agricoles, 34% épargnent en bétail et le reste des deux façons.

Parmi les raisons qui poussent à choisir l'épargne en nature le fait que les biens interéssés seront ensuite consommés ou de toutes façons utilisés à l'intérieur du carré, prévaut. On a ici une confirmation ultérieure que l'épargne constitue essentiellement une consommation différée.

2.2 Les circuits des prêts inter-carrés

Il faut avant tout préciser que les données que nous analysons ici sont relatives aux réponses des "carrés-prêteurs".

Bien que l'ensemble des éléments exposés auparavant semble indiquer la fermeture du circuit de l'épargne à l'intérieur du carré, des flux importants de ressorces existent parmi les diverses unités familiales et productives. En effet, il ressort que 55% des carrés octroyent des prêts à l'exterieur et disposent donc, au moins temporairement, d'un surplus. Le volume moyen du prêt octroyé par carré est de 49.000 F CFA.

En total 129 prêts ont été enregistrés dans les 160 carrés de l'echantillon, selon la distribution suivante:

- 37.4% des carrés n'ont pas fait de prêts
- 45.3% des carrés ont fait 1 prêt
- 12.6% des carrés ont fait 2 prêts
- 2.6% des carrés ont fait 3 prêts
- 1.6% des carrés ont fait 4 prêts
- 0.5% des carrés ont fait 5 prêts

Ces prêts vont de 350 F.CFA à 1.000.000 F.CFA mais sont essentiellement de peu d'ampleur, comme il ressort de la distribution suivante:

VALEUR (F CFA)	% PRETS	FREQUENCE CUMULEE
0-3000	15.1%	15.1%
3001-5500	15.1%	30.1%
5501-9700	13.4%	43.7%
9701-13500	16%	59.7%
13501-25000	12.6%	72.3%
25000-50000	15.1%	87.4%
> 50000	12.6%	100%

La valeur moyenne des prêts est de 35.415 F CFA (avec un écart quadratique moyen trés elevé), tandis que la valeur moyenne des remboursements est de 38.687 F CFA. Le taux d'intêret explicite qui ressort de ces valeurs moyennes est de 34% par an. Ces données sur les taux esplicites sont toutesfois très préliminaires: il faut considerer qu' autour de ce sujet il y a une forte réticence, d'ordre surtout religieux. La tendance est de cacher l'existence d'un intêret sur les prêts octroyés à l'interieur de la communauté. Seulement dans 17 cas sur 129 on a enregistré que le montant du remboursement était plus elévé du montant du prêt et cela surtout pour les prêts de durée comprise entre 1 et 12 mois. Dans ces cas, le taux déclaré est superieur à 50% et arrive à 100%.

Nous avons quelques indications sur la durée des prêts, qui présente la distribution suivante:

DUREE (mois)	% PRETS	FREQUENCE CUMULEE
0-1	15.3%	15.3%
1.1-3	17.6%	32.9%
3.1-6	30.6%	63.5%
6.1-12	27.1%	90.6%
12-24	3.5%	94.1%
+ 24	5.9%	100 %

La durée moyenne est de 9 mois, (avec un écart quadratique trés elévé), et 90% des prêts ont une durée inferieur à un an. On constate ici que la demande de crédit satisfaite par les "circuits inter-carrés" concerne surtout le court terme.

En ce qui concerne la **nature** des prêts et des remboursements, nous avons des indications intéressantes:

NATURE DU PRET	% PRETS	% REMBOURS.
ARACHIDE	5.2%	4.2%
MIL\SORGHO	12.2%	5.2%
MAIS	4.3%	2.1%
RIZ	13%	3.1%
AUTRES CULT.	1.7%	0
ANIMAUX	14.8%	4.2%
EQUIP. AGRIC.	0.9%	0
ESPECES	44.3%	79.2%
SERVICE	3.5%	2.1%

Dans le 36% des cas les prêts sont concedés sous forme de produits agricoles (de préférence du riz et mil) et dans le 44 % des cas en espèces. Il est trés intéressant de noter qu'une partie considerable des prêts concédés en nature est remboursée en monnaie, soit un pourcentage égal à 80% du total des prêts.

En outre, on observe que le pourcentage des remboursements en nature est elevé surtout pour les prêts concedés sous forme des produits agricoles. On peut croire que une grande partie de ces prets costituent des ventes à paiement differé.

NATURE DU PRET	% REMBOUR. MEME FORME	% REMBOUR. ESPECES
ESPECES	100%	
SERVICE	-	100%
ARACHIDE	50%	50%
MAIS	40%	60%
MIL	33%	67%
ANIMAUX	28%	72%
RIZ	25%	75%

On rémarque que le pourcentage plus elevé du remboursement en nature est relatif à l'arachide, qui est en effet la culture plus commerciale et liée à l'économie monetaire.

On peut ici anticiper que les modalités d'endettement ont une configuration similaire: dans 35% des cas la dette est contractée en monnaie, dans 18% des cas elle est constituée par un prêt de riz, et dans 10% des cas par un prêt d'autres céréales. Il ressort aussi de l'analyse des données sur le remboursement des dettes, que dans plus de 80% des cas celui-ci est effectué en monnaie.

La lecture de ces premiers résultats fait ressortir que:

1) le niveau de "monétarisation" des prêts et des remboursement est plus élevé que celui de l'épargne.

2) le niveau de "monétarisation" des remboursements est beaucoup plus elevé que celui des prêts

Avant de présenter quelques résultats de l'analyse statistique, il faut préciser qu'ils proviennent de sous-echantillons de differentes ampleurs.

Dans le 36% des cas les prêts sont concedés sous forme de produits agricoles (de préférence du riz et mil) et dans le 44 % des cas en espèces. Il est trés intéressant de noter qu'une partie considerable des prêts concédés en nature est remboursée en monnaie, soit un pourcentage égal à 80% du total des prêts.

En outre, on observe que le pourcentage des remboursements en nature est elevé surtout pour les prêts concedés sous forme des produits agricoles. On peut croire que une grande partie de ces prets costituent des ventes à paiement differé.

NATURE DU PRET	% REMBOUR. MEME FORME	% REMBOUR. ESPECES
ESPECES	100%	
SERVICE	-	100%
ARACHIDE	50%	50%
MAIS	40%	60%
MIL	33%	67%
ANIMAUX	28%	72%
RIZ	25%	75%

On rémarque que le pourcentage plus elevé du remboursement en nature est relatif à l'arachide, qui est en effet la culture plus commerciale et liée à l'économie monetaire.

On peut ici anticiper que les modalités d'endettement ont une configuration similaire: dans 35% des cas la dette est contractée en monnaie, dans 18% des cas elle est constituée par un prêt de riz, et dans 10% des cas par un prêt d'autres céréales. Il ressort aussi de l'analyse des données sur le remboursement des dettes, que dans plus de 80% des cas celui-ci est effectué en monnaie.

La lecture de ces premiers résultats fait ressortir que:

1) le niveau de "monétarisation" des prêts et des remboursement est plus élevé que celui de l'épargne.

2) le niveau de "monétarisation" des remboursements est beaucoup plus elevé que celui des prêts

Avant de présenter quelques résultats de l'analyse statistique, il faut préciser qu'ils proviennent de sous-echantillons de differentes ampleurs.

Il est intéressant d'observer comme la **nature** du prêt influence considérablement la valeur, la durée et le montant du remboursement:

	VALEUR INITIALE	VALEUR REMBOURS.	TAUX *	MOIS
ESPECES	44.191	55.309	33%	9
NATURE	29.582	29.460**		9
VALEUR MOYENNE	35.415	38.687	9%	9

* le taux est relatif aux valeurs moyennes des prêts et des remboursements (formule: t= m-c\c* 12\m)

** cette valeur est inferieure à la valeur initiale à cause du numero elevé des missing

Les prêts en espèces enrégistrent une valeur moyenne plus elevée que celle relative aux autres formes, soit pour la valeur initiale soit pour le remboursement. On peut avancer l'hypothese que le circuit monétaire des prêts a des caractéristiques qui lui sont propres, y compris des taux explicites beaucoup plus élevés que ceux relatifs aux autres formes:

NATURE DU PRET	VAL.INITIALE (moyenne)	REMBOURSEMENT (moyenne)	TAUX*	DUREE (mois)
MIL	9.100	11.116	44%	6
RIZ	18.720	21.076	12%	5
ANIMAUX	72.911	67.900		11
AUTRES	16.961	20.615		17

* le taux est relatif aux valeurs moyennes des prêts et des remboursements (formule: t= m-c\c* 12\m)

Un autre facteur qui influence beaucoup les conditions des prêts est la **durée:**

DUREE	VAL.INITIALE (moyenne fcfa)	REMBOURSEMENT (moyenne fcfa)
0-1 mois	15.723	16.830
1-3 mois	14.915	18.000
3-6 mois	22.509	22.730
6-12 mois	56.432	63.194

Les prêts avec une durée supérieure à 6 mois sont caracterisés par une valeur moyenne trois fois la valeur des prêts avec une durée inferieure à trois mois.

En outre, on obsèrve une relation significative entre "durèe" et "nature" des prêts, comme il ressort de la distribution suivante:

MOIS	ARACH. %	MIL %	MAIS %	RIZ %	AUTRES CULT. %	ANIM. %	EQUIP. %	ESP. %	SERV. %	TO %
0-1	10	10	0	0	0	20	0	60	0	10
1-3	0	26.7	13.3	13.3	0	6.7	6.7	26.7	6.7	10
3-6	0	11.5	0	38.5	0	11.5	0	38.5	0	10
6-12	13	21.7	8.7	0	0	17.4	0	39.1	0	10
12-24	50	0	0	0	0	0	0	50	0	10
+ 24	0	0	0	0	20	40	0	40	0	10

On a aussui constaté que le pourcentage le plus élevé des prêts en espèces est relatif à la durée inferieure à un mois, tandis que les prets en céréales sont surtout présents dans les classes de durée comprise entre trois et douze mois.

2.3 Les différentes formes de crédit

Il faut avant tout préciser que les données et les considerations qui nous présentons ici, sont relatifs aux réponses des "carrés-emprunteurs" et concernent donc un système d'offre de services financières comprenant structures formelles et informelles, y compris l'offre provenant d'autres carrés auparavant examinée.

L'analyse sur la demande de crédit de la part des carrés, nous fournit avant tout quelques indications sur la "consistance" de l'endettement, qui intéresse 65% des carrés interrogés. Dans les 160 carrés interviewés les dettes enregistrées ont été 164, selon la distribution suivante:

- 23.5% des carrès n'ont pas de dettes
- 43.4% des carrés ont 1 dette
- 16.4% des carrès ont 2 dettes
- 9.3% des carrés ont 3 dettes
- 3.1% des carrés ont 4 dettes
- 0.4% des carrés ont 5 dettes

Le volume moyen de l'endettement global d'un carré est de 35.800 F. CFA.

Les dettes enregistrées vont de 270 FCFA à 205.000 F CFA, mais sont essentiellement de peu d'ampleur, comme il ressort de la distribution suivante:

VALEUR (f cfa)	% EMPRUNTS	FREQUENCE CUMULEE
0-2500	12.8%	12.8%
2501-5000	17.1%	29.9%
5001-7500	13.4%	43.3%
7501-12500	15.2%	56.5%
12501-25.000	15.9%	74.4%
25.001-45.000	14.6%	89 %
> 45.000	11 %	100 %

La valeur moyenne de chaque dette est de 21.338 F CFA, tandis que la valeur moyenné des remboursements est de 22.516 F CFA.

En ce qui concerne la **nature** des emprunts et des remboursements, nous avons la distribution suivante:

NATURE DE L'EMPRUNT	% EMPRUNTS	% REMBOURS.
ARACHIDE	7.3%	1.4%
MIL\SORGHO	11 %	8.2%
MAIS	2.4%	2 %
RIZ	18.3%	4.8%
ANIMAUX	3 %	-
EQUIP. DIVERS	4.2%	-
ENGRAIS	4.9%	-
PESTICIDES	2.4%	-
ESPECES	34.8%	82.3%
SERVICES	5.5%	0.7%
AUTRES	6.7%	100%

Avant tout on remarque que le pourcentage des dettes contractées en espèces par les carrés est plus faible que le pourcentage des prêts octroyés en espèces par les carrés, et aussi la valeur moyenne est plus baisse. Il semble de pouvoir avancer l'hypothèse que les circuits "inter-carrés" soient caractérisés par un degré de "monétarisation" plus élevé par rapport aux circuits animés par les autres structures informelles.

En ce qui concerne les remboursements, 82% des dettes est remboursés en espèces. Comme nous l'avions anticipé, il y a donc une "monétarisation" trés nette de ces circuits. Seulement les dettes sous forme de produits agricoles sont remboursées en nature dans les proportions suivantes:

- emprunt en arachide: rembour. 18.2% en arachide, 9% en riz, 72.7% en espèces
- emprunt en mil: rembour. 66.7% en mil, 33.3% en especes
- emprunt en riz: rembour. 23% en riz, 69.2% en espèces, 3.8% en services, 3.8% autres.

Comme nous l'avons déjà dit à propos des prêts, pour les emprunts aussi il y a une relation significative entre la nature et la valeur de l'emprunt et du remboursement:

NATURE DE L'EMPRUNT	VAL. INIT. (moyenne fcfa)	REMBOURS. (moyenne fcfa)	DUREE (mois)	TAUX *
ARACHIDE	9.375	13.045	10	46.8%
MIL\SORGHO	18.238	17.211	8.5	-
RIZ	28.061	32.170	5	35 %
EQUIP. DIVERS.	32.490	33.077	7	3 %
ESPECES	19.652	20.131	6	4.8%
SERVICES ET AUTRES	17.119	18.052	7.4	8.6%

* comme pour les prêts, pour les emprunts aussi le taux ici calculé est relatif aux valeurs moyennes des prêts et des remboursements (formule: t= m-c\c* 12\m)

En ce qui concerne la **durèe**, 78% des dettes durent moins de 9 mois et la durée moyenne est de 6.8 mois. Des relations significatives existent entre durée et valeur moyenne:

DUREE	VALEUR INIT. (moyenne f. cfa)	REMBOURS. (moyenne f. cfa)	TAUX *
0-1 mois	26.464	28.742	103%
1-3 mois	18.178	16.167	-
3-5 mois	31.031	33.516	24%
5-7 mois	27.027	28.899	14%
7-9 mois	27.778	30.996	17%
+ 9 mois	15.382	17.529	14%

* le taux est relatif aux valeurs moyennes des prêts et des remboursements (formule: t= m-c\c* 12\m)

Les dettes avec une durée inferieure à 1 mois sont frappées par un intêret superieur à 100%, beaucoup plus elevé que les autres.

Il y a aussi une relation significative entre la durée et la distribution des dettes en nature, selon les modalités suivantes:

	ARACHIDE	MIL	RIZ	EQUIP.	ESP.	AUTRES	
-1 mois	0	0	27.8%	0	55.6%	16.7%	100%
1-3 mois	7%	14%	35.7%	0	21.4%	21.4%	100%
3-5 mois	0	12.%	18%	12%	37.5%	19%	100%
5-7 mois	0	4%	24%	32%	36%	4%	100%
7-9 mois	9%	22%	18%	9%	32%	9%	100%
+ 9 mois	23%	23%	4%	0	31%	19%	100%

Les emprunts avec une durée inferieure à un mois sont pour 55% en espèces. On a aussi constaté que 67% des emprunts en arachide ont une durée superieure a neuf mois.

Une première lecture des résultats relatifs aux modalités de l'endettement des carrés, a fait ressortir des observations complementaires par rapport à celles tirées de l'analyse de l'offre des prêts informels.

On a une confirmation ultérieure de la nature informelle des circuits de crédit:

- 30% des dettes contractées auprès des commercants
- 18% des dettes contractées auprés des associations diverses (en particulier associations traditionnelles et caisses de solidarité).
- 17% auprès des particuliers familiaux.

Le crédit institutionnel geré par la Caisse Nationale de Crédit Agricole à travers les cooperatives couvre seulement 6.4% de la demande.

Les commercants jouent donc un role de premier plan et ils sont indiqués par presque 50% des personnes interrogées comme la principale source normalment sollicitée pour obtenir un crédit.

Ces données nous ramènent à l'importance des circuits financiers existants à l'intérieur des communautés rurales même dans l'absence de formes organisées institutionelles ou non opérant dans ce secteur.

Etant donné que la quasi totalité de l'offre de crédit est gerée par les structures informelles, il n'est pas surprenant que dans 87% des cas les garanties requises sont de type personnel et se limitent à la confiance. Seulement dans 4.6% des cas on demande une hypotheque et dans 4% un aval. Dans 82% des cas il n'existe pas un document écrit.

L'analyse statistique met en evidence l'existence de relations fortes de dépendance entre la variable "source" et autres variables. Ces relations fournissent quelques indications intéressantes sur les modalités d'opération des différentes structures auprès desquelles les carrés sollicitent des crédits.

Les conditions des emprunts varient selon la source de la manière suivante:

SOURCE	VALEUR INIT. (moyenne fcfa)	REMBOURSEM. (moyenne fcfa)	DUREE (mois)
COMMERC.	26.464	28.742	6
CNCA	59.925	60.550	8
SRDR	9.115	9.115	7
ASS. DIV.	16.800	16.800	10.5
PART. FAM.	19.754	21.280	4.5
AUTRES	14.570	16.084	5

COMMERC. = commerçants
CNCA = Caisse Nationale Crédit Agricole
SRDR = Sociétés Régionales de Développement Rural
ASS.DIV = Associations diverses
PART.FAM = Particuliers familiaux

De ces données il ressort nettement que les taux appliqués par les structures informelles sont beaucoup plus elevés que ceux appliqués par les structures formelles.

Les emprunts par classes de valeur se distribuent selon la source de la manière suivante:

VALEURS EN FCFA	COMM %	CNCA %	SRDR %	ASS DIV.	PART FAM.	AUTRES %	%/TOT	TOT
0-2500	42.1	0	0	21.4	21.4	14.3	11.2	100%
2501-5000	17.4	0	17.4	34.8	13	17.4	18.4	100%
5001-7500	38.9	0	0	16.7	22.2	22.2	14.4	100%
7501-12500	10	15	15	20	25	15	16	100%
12501-25000	31.6	0	0	42.1	21.1	5.3	15.2	100%
25001-45000	50	7.1	7.1	21.4	10	14.3	11.2	100%
> 45000	29.4	23.5	0	17.6	17.6	11.8	13.6	100%

Nous pouvons ici constater que presque la moitié des emprunts de la taille plus petite sont gérés par les commerçants, ce qui constitue leur particularité. Tandis que auprès de la CNCA on obtient surtout des emprunts supérieurs a 50000 FCFA.

La distribution des emprunts selon la nature est très differenciée en relation aux sources:

	ARACHIDE	MIL	RIZ	EQUIP.	ESP.	AUTRES
COMMERC.	2.7%	8.1%	**43.2%**	2.7%	24.3%	18.9%
CNCA	12.5%	12.5%	-	75%	-	-
SRDR	-	-	-	100%	-	-
ASS. DIV.	21.9%	21.9%	9.4%	3.1%	31.3%	12.5%
PART. FAM.	4.5%	4.5%	13.6%	-	**72.7%**	4.5%
AUTRES	-	22.2%	22.2%	-	44%	11%

On remarque que plus que 50% des prêts octroyés par les commercants sont sous forme des produits agricoles (surtout en riz), et très probablément constituent des ventes à paiement différé. Aussi les associations concedent-elles des prêts surtout en nature, tandis que les particuliers familiaux prêtent surtout en espèces.

Une relation significative existe entre la "source" et la "durée" des prêts, selon la distribution suivante:

	0-1 mois	1-3 mois	3-5 mois	5-7 mois	7-9 mois	+ 9 mois	
COMMERC.	31%	20%	3	20	13	10	100%
CNCA	-	-	40%	-	40%	20%	100%
SRDR	-	-	-	100%	-	-	100%
ASS. DIV.	3.4%	3.4%	6.9%	27.6%	58.6%	-	100%
PART. FAM.	26.7%	6.7%	13.3%	40%	13.3%	-	100%
AUTRES	17.6%	23.5%	35.3%	5.9%	-	17%	100%

Il ressort que 51% des emprunts obtenus auprés de commercants sont de durée inferieure à 3 mois et parallèlement 56% des prêts avec une durée inferieure à 1 mois sont octroyés par eux.
70% des emprunts à longue durée sont concedés par des associations, 10% par les commercants, tandis que les particuliers ne font pas ce type de crédits.

Une fraction importante de ces flux de prêts informels se développe à l' intérieur du village (60% des cas) ou de toutes façons dans la zone alentours (77% communauté rurale); pour joindre les prêteurs dans la plupart des cas le trajet se fait à pieds et en parcourant peu de chemin. Ce genre d'avantages a probablement assez d'importance sur le choix des sujets auprès desquels contracter un crédit. Les distances parcourues et les temps nécessaires sont les suivants:

DISTANCE	% CARRES
<500 m.	58%
<3 Km.	67%
<10 Km.	80%

TEMPS	% CARRES
<1 h.	51%
<3 h.	60%
<6 h.	68%

2.4. Comportements et motivations relatives a l'épargne

Bien que l'épargne soit gardée à l'interieur du carrè dans la grande majorité des cas, nous avons de toutes façon certaines indications relatives aux opinions sur les avantages et sur les inconveniants relatifs aux différentes formes de dépôts de l'épargne. Le dépôt auprès des particuliers présente avant tout l'avantage d'être "facilement récuperable" et celui de la "proximité" du carré de la personne ou de la structure interessée. Les inconvénients principalement redoutés sont le risque de l'escroquerie et du vol. Parallèlement la raison qui pousse à préferer le dépôt est la confiance envers l'institution, et dans une moindre mesure l'éventuel crédit que l'on pourrait en obtenir; le prestige social lié à cette opération semble avoir très peu de poids.

Il est particulièrement intéressant de noter que l'éventuelle rémunération sur les dépôts ne semble pas être un élément significatif dans les choix relatifs aux modes selon lesquels on épargne. Cette "non signification" de l'élément rémunération est confirmée aussi par le fait que celle-ci n'est jamais considérée parmi les raisons qui motivent le choix d'épargner en espèces.

Il semble possible que ceci soit du au fait que les paysans n'ont pas l'expérience des mécanismes de rémnération de l'épargne et ne connaissent pas la possibilité d'obtenir un taux d'intêret sur leur dépôt. L'introduction de cet élément pourrait donc stimuler la mobilisation des ressources locales et la circulation de l'épargne à l'exterieur du carré. Ceete hypothèse sera verifiée dans la suite de l'étude.

Il est tres intéressant de noter que les carrés qui concedent des prêts ont un comportament et des opinions relatives à l'épargne clairement differenciés par rapport aux carrés qui ne concedent pas de prêts.

Ces differences concernent avant tout la forme de l'épargne. Le sous groupe qui concede des prêts, épargne plus en éspeces que l'autre sous groupe. Dans l'ensemble 66% des personnes interrogées declarent que l'"utilisation familiale" est le facteur principal qui determine le choix de l'épargne en nature; cette réponse a été indiquée par 58% de ceux qui concedent des prêts et par 76% des cas de l'autre sousgroupe. Il est intéressant de remarquer que dans le sousgroupe qui fait des prêts, le 11% des interrogés ont declaré d'épargner en nature pour spéculer sur les prix des produits agricoles, tandis que cette motivation n'a pas de poids pour les autres.

Trés differentes sont les opinions relatives aux possibles alternatives à l'épargne. Dans l'ensemble le 30% des cas indique le reinvestissement dans l'exploitation, le 17% l'amelioration de l'habitat et le 16% la reduction des dettes. Le sousgroupe avec des créances indique dans le 30% des cas l'amelioration de l'habitat et seulement dans le 8% des cas la reduction des dettes. Ces pourcentages sont respectivement 4.7% et 25% pour les autres.

En ce qui concerne les raisons de l'épargne, les carrés qui font des prêts ont indiqué le motif "mesures de precaution" dans 43% des cas contre 26% pour l'autre sous-groupe (valeur moyenne 35%). La position sociale est une motivation plus importante pour les carrés sans créances.

Entre les deux sousgroupes des differences remarquables existent en ce qui concerne la vision des avantages et des inconvenients liés aux formes d'épargne. Ceux qui ont des créances semblent etre plus méfiants: 20% ne voient pas d' avantages dans le fait de déposer l'épargne chez une personne, ils y voient le risque de malversation comme inconvenient principal, tandis que les autres redoutent plus le vol.

2.5. Opinions et comportements relatifs au crédit

A propos des raisons de l'endettement, plus de 80% des carrés ont déclaré avoir contracté des dettes à cause de l'insuffisance de leur épargne et seulement 8% des cas pour ne pas utiliser des ressources déjà investies.

Le choix du sujet (formel ou informel) auprès duquel s'endetter est determiné dans 40% des cas par la "connaissance personnelle", et en second lieu par "le voisinage". Dans seulement 7% des cas le choix est determiné par le taux d'intêret demandé. Même de la part de la demande du crédit l'élément "taux d'intêret" semble être peu significatif et confirme les hypothèses des autres études sur l'argument. Ce qui pourrait être dû à l'existence d'intêrets implicites; cette hypothèse sera étudiée au cours de l'enquête.

Plus en général l'évaluation positive des conditions de prêt (garanties, flexibilité des termes du contrat, commissions) ne semble pas peser, si ce n'est en moindre mesure, sur ces décisions.

En ce qui concerne les modalités d'opérations, le système informel semble satisfaire en bonne partie la demande du crédit: 60% des personnes interrogées jugent les conditions de prêt "favoralbles" ou "très favorable", 25% "normale" alors qu'une petite partie égale à 10% des cas particulièrement insatisfaite les considère "très dures".

Même en ce qui concerne les quantités demandées, le système existant semble répondre de façon assez adéquate aux besoins des carrés : 60 % des personnes interrogées déclarent obtenir les montants demandés. Parmi celles qui, au contraire, ne les obtiennent pas, 40 % déclarent que le facteur contraignant est leur capacité limitée d'endettement. Il est intéressant de noter que 33 % retiennent que " l'humeur " du créditeur, ou sa disponibilité personnelle, est la cause déterminante du manque de satisfaction de la demande.

Quand bien même de manière réduite, il ressort qu'il existe un lien entre érogation du prêt et dépôt de l'épargne. Dans ce cas, le crédit obten est égal à lépargne du débiteur ou deux fois supérieur à celle-ci. Il semble que l'on entrevoie, de façon embryonnaire, un système "collecte d'épargne-érogation de crédit", dont le développement pourrait constituer un élément d'intêret important pour la consolidation d'un système innovatif de crédit rural.

Si les éléments exposés semblent indiquer une certaine vivacité du système informel de crédit présent dans la zone d'enquête, ceci ne réussit pas à suppléer, si ce n'est de façon limitée au manque d'ne organisation efficace de crédit. Comme on l'a dit précédemment, la politique de crédit rural au Sénégal traverse une phase de transition, dont laquelle la nouvelle constitution chargée de l'érogation n'est que partiellement opérative. Selon les données de l'enquête, la suppression précédante du crédit coopératif a causé en premier lieu une diminution des rendements et ensuite une diminution des surfaces cultivées . La moitié des paysans interrogés a déclaré d'acheter le materiel et les inputs nécessaires alors que seulement le 2% déclarent de s'adrésser à d'autres institutions pour obtenir le crédit nécessaire; 16% n'ont plus acheté ni materiels ni engrais.

3. QUELQUES ELEMENTS PRELIMINAIRES DE REFLEXION

L'analyse des premiers données, même si encore à un stade initial, fournit des éléments qui montrent clairement la vivacité et la complexité des marchés financiers ruraux et constituent déjà des axes de réflexion très intéressants.

En ce qui concerne l'**épargne**, il semble possible de conclure qu'il existe un potentiel d'accumulation pour une couche consistante de la population. Ce potentiel est gêné par la faiblesse des conditions productives et dans aucune mésure par facteurs sociaux où par manque de motivation. L'épargne constitue essentiellement une "consommation différée" et la partie destnée à l'ivestissement productif serait très limitée.

Les **circuits des prêts inter-carrés** semblent être très vivaces: plus que la moitié des sujets interrogés déclarent d'avoir des créances envers autres carrés. Les principales caractéristiques de ces circuits sont:

- -la taille petite de chaque prêt (56% < 13500 F CFA)
- -l'écheance à court terme (63% < 6 mois)
- -la nature: 44% en espèces, 36% en produits agricoles

En forme embryonnaire on entrevoie deux différents profils de circuit inter-carrés:

- un **circuit monétaire**, caractérisé par une valeur moyenne des prêts plus élevée et où les taux d'intêret explicites appliqués semblent être plus elevés

- un **circuit en nature**, où on trouve surtout les céréales, caractérisé par un cycle de durée inférieure à la moyenne et par des valeurs moyennes des prêts plus bas; dans ce circuit les prêts souvent sont assimilables à des ventes à paiement différé.

Un élément de particulier intêret qui reste à approfondir est que le degrée de "monétarisation" des flux de remboursement est beaucoup plus élevé que celui relatif aux prêts et aux emprunts.

En ce qui concerne les différentes formes de **crédit**, on a remarqué que les institutions d'érogation et les structures formelles couvrent un pourcentage très limité du total des dettes contractées par les carrés (CNCA: 6.4% du total). Ces crédits font enregistrer une valeur moyenne beaucoup plus élevée par rapport aux autres, ont une durée toujours superieure à 3 mois et sont octroyés sous forme d'equipment agricole et de semences et sont donc destinés à la production.

Le **système informel**, qui couvre presque le 90% de la demande de crédit, posséde les traits suivants:

- petite taille de chaque transaction (56%< 12500 F CFA)
- endettement à court terme (durée moyenne 6.8 mois)
- endettement en nature conernant le 65% du total des dettes

Les **sources** principales auprès desquelles les carrés'endettent sont les commercants (30% du total), les associations (18% du total) et les parents (17% du total). Selon les déclarations des emprunteurs, on commence à entrevoir les caractéristiques propres à l'activité de chaque catégorie de ces sujets.

Les dettes contractées auprès de **commercants** sont:
- de taille superieure à la moyenne
- de durée peu inferieure à la moyenne (6 mois)
- dans le 50% des cas en produits agricoles (surtout riz)

Les dettes contractées auprès des **associations** sont:
- de taille inferieure à la moyenne
- de durée superieure à la moyenne
- dans plus que 50% en produits agricoles (surtout arachide et mil)

Les dettes contractées auprès des **particuliers familiaux** sont:
- de taille inferieure à la moyenne
- de durée inferiure à la moyenne (4.5 mois)
- dans un pourcentage élevé en espèces (73% du total)

On peut avancer l'hypothèse que dans le cadre du système informel, le crédit à la production soit offert principalment par les associations, tandis que les autres sujets fournissent services finalisés à autres exigences. Ces associations seront donc les structures plus idonées à participer à la gestion d'un système innovatif de crédit à la production, les commercants étant plus specialisés dans le crédit à la consommation.

D'après ces premières réflexions, il semble possible de conclure que l'épargne circule sous forme monétaire à travers des réseaux informels de prêts/emprunts et de remboursements animant une forme de marché financier rural qui pourrait être considérablement etendu si les ressources étaient mobilisées non seulement à travers des liens interpersonnels et de solidarité, mais aussi à l'intérieur de structures capables de le rémunérer, de le reproduire et de l'investir à des fins productives.

Dans la suite de l'étude, ces premiers résultats seront integrés par des ultérieures élaborations à fin d'approfondir certains aspects que à présent nous ne pouvons pas aborder. En integrant les données qui seront prochainnement disponibles, on pourra analyser: la typologie des "carrés-prêteurs" qui participent aux deux circuits identifiés , la typologie des "carrés emprunteurs" qui demandent différents services, la destination des crédits, la typologie des sujets d'offre. Une attention particulière sera consacrée à l'analyse des taux d'intêret, soit implicites soit explicites.